

| | |
|---------------------|--|
| Zeitschrift: | Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses |
| Herausgeber: | Alliance nationale de sociétés féminines suisses |
| Band: | 31 (1943) |
| Heft: | 644 |
| Artikel: | Trente ans d'activité suffragiste: quelques souvenirs |
| Autor: | Muret, M. |
| DOI: | https://doi.org/10.5169/seals-264925 |

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

liales cantonale à laquelle sont obligatoirement affiliées toutes les personnes ou sociétés exerçant une activité professionnelle et qui occupent des employés. Cette caisse versera à chaque employé ayant des enfants une allocation mensuelle de dix francs par enfant. Les organisations professionnelles peuvent cependant créer des caisses particulières pour leurs membres et, dans ce cas, ceux-ci sont dispensés d'adhérer à la Caisse générale, à condition naturellement que la caisse professionnelle verse des allocations au moins égales à celles prévues par la loi.

Notons d'abord que la loi vaudoise ne fait bénéficier des allocations familiales que les pères ou les mères de famille étant au service d'un employeur. Il s'agit donc d'une caisse d'allocations pour salariés. Le patronat en est exclu. Pourtant ces allocations seraient aussi nécessaires pour certains petits patrons, et l'Alliance demandait qu'elles soient étendues au patronat. Cette extension avait été prévue par le Département vaudois de l'agriculture et du commerce, et un avant-projet avait été fait dans ce sens, mais il a été abandonné parce qu'il présentait certaines difficultés et aurait retardé l'adoption de la loi. On a décidé de commencer par les salariés, dans l'idée qu'une fois l'expérience faite dans ce domaine il serait facile d'étendre l'application de la loi au patronat. On peut donc espérer que cette lacune sera comblée bientôt.

D'autre part, si les employés bénéficient des allocations, ils ne sont pas affiliés à la Caisse et ne paient pas de cotisations. Ce sont les employeurs seuls qui alimentent la Caisse par leurs cotisations. Ici aussi, la loi vaudoise n'a pas réalisé le vœu, émis par l'Alliance, de voir les employés aussi astreints au paiement d'une petite contribution, afin qu'ils acquièrent par là le droit de collaborer à l'administration de la Caisse.

Dans la détermination des bénéficiaires des allocations, la loi a trouvé une solution élégante à la question de savoir si l'allocation doit être payée dès le 1^{er} enfant ou seulement dès le 2^{me} ou 3^{me} enfant. Il a été décidé qu'elle ne seraît pas payée pour le premier enfant tant qu'il serait seul. Mais dès la naissance du 2^{me} enfant, l'allocation sera payée pour tous les enfants, y compris le premier. On évite ainsi de payer des allocations dans les familles où il n'y a qu'un enfant, ce qui chargerait trop les Caisse. Et d'un autre côté, on accorde une aide plus efficace aux familles nombreuses, en versant des allocations pour tous les enfants, l'aîné y compris. Nous ne pouvons que nous rallier à cette solution qui nous paraît être un moyen terme fort raisonnable.

La loi répond aux vœux de l'Alliance en renonçant à limiter à cinq le nombre des enfants bénéficiant des allocations, et en ne

HOTEL COMTE VEVEY - LA TOUR

Confort - Belle situation - Jardin

Trente ans d'activité suffragiste

Quelques souvenirs

N. D. L. R. — A l'occasion de l'anniversaire de ses quatre-vingts ans (anniversaire auquel notre journal s'est associé de toute sa reconnaissance et de tout son cœur), le Dr. Muret a fait distribuer aux amis de notre cause le texte de la cérémonie qu'il avait déjà prononcée en 1937, lors du XXVme anniversaire de l'Association vaudoise pour le Suffrage féminin. Et avec son amabilité accoutumée, il bien voulu autoriser notre journal à en publier quelques fragments, ceci pour le plus grand plaisir et le plus grand intérêt de ses lecteurs, qui regretteront avec nous que la place dont nous disposons nous oblige à faire un choix entre les souvenirs qu'avec tant de bonne grâce se plait à évoquer le Dr. Muret. Nous avons choisi à dessin les plus anciens, et cela parce qu'ils évoquent bien des jolis, bien des détails, bien des impressions, déjà ignorés ou peu connus de la génération suffragiste actuelle.

La première période de l'histoire de notre Association, période qui va de 1907 à 1917, avec Mme Girardet-Vieille, la fondatrice de l'Association comme présidente et Mme Dutoit comme secrétaire, est caractérisée par des débuts timides et peu de compréhension de la part du grand public ; c'est encore pour ainsi dire la période héroïque des grands espoirs, des grands enthousiasmes de la part de nos membres qui brillent plus par la qualité que par la quantité. C'est l'époque de la propagande énergique suivie de la fondation de quelques sections, mais interrompue ou diminuée par les premières années de la guerre. Cependant, il convient de noter en 1912, l'entrée en vigueur du Code civil suisse, qui accordait aux

fixant pas de limite au chiffre total des allocations qu'une famille peut recevoir. L'allocation est versée pour tous les enfants, quel que soit leur nombre et quel que soit le chiffre du salaire du père. On a donc conservé de façon absolue le principe que l'allocation est indépendante du salaire, qu'elle est versée pour l'enfant et n'est pas gagnée par l'employé.

Mais il est un point sur lequel la loi ne nous donne pas satisfaction, c'est dans la détermination du mode de paiement de l'allocation. Nous avions en effet demandé qu'elle soit versée à la mère, et le législateur vaudois n'a pas voulu adopter cette règle parce que — dit l'exposé des motifs — cela « semblerait jeter un discrédit général et tout à fait injustifié sur les pères de famille ».

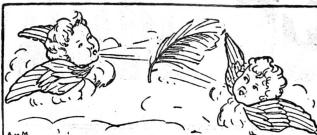
Nous regrettons cette décision, car nous sommes certains que les pères corrects, qui versent en tous cas l'allocation à leur femme, ne se seraient pas offensés de cette disposition. Ils auraient compris que l'allocation

est indépendante du salaire, qu'elle est destinée à l'entretien des enfants, de sorte qu'il était normal de la verser directement à la mère de famille. Et au moins on aurait évité que cette allocation ne vienne augmenter l'argent de poche que certains pères de famille s'octroient trop largement. Les personnes qui s'occupent de questions sociales, savent que ce cas est plus fréquent que le Conseil d'Etat vaudois ne le croit !

Pour tenir compte des pères insouciants, il a été prévu que « l'allocation peut sur requête ou d'office être versée à la mère de famille ou à une tierce personne s'il existe pour ce faire des motifs pertinents ». Mais ce correctif est très théorique car, pour que l'Autorité sache et décide qu'il existe des « motifs pertinents », il faudra que la mère se plaigne de ne pas recevoir l'allocation. Or l'expérience montre qu'une grande partie des femmes ne se plaignent pas, afin d'éviter des querelles de ménage. On verra donc des cas dans lesquels l'allocation familiale ne rem

plira pas son but. Mais l'amour-propre masculin sera sauf !

Ant. QUINCHE, avocate.



DE-CI, DE-LA

Deux soutenances de thèses en pédagogie.

Mme Loosli-Usteri et Mme Bärbel Inhelder viennent toutes deux de soutenir, à peu de jours de distance, deux thèses remarquées devant la Faculté des Lettres de l'Université de Genève. Mme Loosli-Usteri, dont le nom et les expériences sont bien connus par tous ceux qui s'occupent de psychologie de l'enfance, a remarquablement défendu un travail de valeur consacré à *l'insécurité enfantine*, et pour lequel il lui a été décerné le doctorat en philosophie, mention pédagogie, avec les félicitations de la Faculté pour ce couronnement de ses études et cette consécration d'une carrière pédagogique déjà longue. Quant à Mme Bärbel Inhelder, elle a dédié sa thèse sur *Le diagnostic du raisonnement chez les débiles mentaux* de façon qui lui valut également le même doctorat et la même mention, *maxima cum laude*. A elle aussi, toutes nos félicitations.

Une école d'état-major pour femmes.

On a ouvert dans le sud de l'Angleterre une école permanente d'état-major pour les femmes des Services territoriaux auxiliaires (A.T.S.), où les futures femmes officiers d'état-major étudieront les principes de l'organisation et de l'administration de l'Armée. Elles auront à remplir les mêmes fonctions que les officiers d'état-major qu'elles remplaceront et qui pourront ainsi prendre du commandement dans les troupes combattantes.

Avis important

Ceux de nos lecteurs et lectrices qui ne conservent pas la collection du „Mouvement“, et ils sont certainement nombreux, voudraient-ils nous rendre le service de retourner à l'adresse de notre Rédaction, Crêts-de-Pregny, Genève, le dernier numéro, paru avant celui-ci, soit celui du 10 juillet 1943, N° 643, le tirage s'en étant trouvé tout à coup insuffisant ? Merci d'avance à tous.



Cliché „Dü Schweizer Frau“.

Une profession féminine bien fréquente maintenant : La pharmacienne



femmes de notre pays, pour la première fois, des droits civils très étendus, presque complets, ce qui fut une satisfaction très grande pour les féministes. Cette période a vu aussi naître, en 1912, le *Mouvement Féministe*, et deux ans plus tard le Bureau International féministe de recherche des prisonniers de guerre de Mme Girardet ; et elle se termine par le dépôt sur le Bureau du Grand Conseil vaudois de la motion Suter en faveur du suffrage féminin...

...Cette première période est dominée par la fondatrice et présidente, Mme Girardet-Vieille qui, assistée par Mme Dutoit, dirige les destinées du suffrage vaudois, avec énergie et décision. Féministe dans l'âme, elle est très militante et volontiers impatiente de la lenteur avec laquelle la question du suffrage se développe dans notre pays. Je ne serais pas éloigné de croire que les exploits des suffragettes anglaises l'ont souvent fait rêver ; un mot d'elle, entendu par ci par là, pourraient parfois faire penser que sa nature vive de Mérédionale avait quelque peine à admettre que, dans le canton de Vaud, on a toujours « bien le temps », et qu'il faut surtout éviter de brusquer les choses. Mais cette belle énergie a toujours été tempérée chez elle par une grande bonté profondément féminine, dont sa belle œuvre du Bureau international féministe de recherches en faveur des prisonniers de guerre a été la preuve la plus remarquable, en même temps que celle de son talent d'organisation. Mme Girardet a eu, en effet alors, l'idée très simple, mais tout à fait neuve, d'utiliser les Unions de Femmes internationales pour rechercher un peu partout les prisonniers de la grande guerre, faire connaître à leurs fa-

millés leur sort et faciliter ainsi les rapports réciproques entre eux et celles-ci : œuvre de collaboration féminine et pacifique entre les femmes des divers pays belligérants et autres, n'est-ce pas là une très belle création qui demeurera à jamais un beau titre de gloire pour notre ancienne présidente, et qui est peut-être la plus belle œuvre inspirée directement par le féminisme !

Permettez-moi d'évoquer nos séances du comité d'alors chez Mme Nicodet, dans sa petite maison du coin de l'avenue de Rumine et de l'avenue Georgette : une grande salle à manger, toute en longueur, avec une grande table étroite et allongée recouverte d'une toile cirée ; c'est là qu'on voyait les suffragistes de la première heure. A côté de Mme Girardet-Vieille était assise Mme Dutoit qui prenait des notes hâtivement, en écrivant avec un minuscule crayon de 3 cm. au plus de longueur, qui, à ma surprise, ne diminuait jamais, mais n'était jamais remplacé par un plus grand. On y voyait la belle chevelure blanche soyeuse de Mme Nicodet, notre caissière et secrétaire, qui avait un sens très aigu de l'ordre en tout chose et qui acceptait avec enthousiasme toutes les corvées d'écritures, de convocations, de tenue du rôle des membres, etc., etc. ; c'est également avec un enthousiasme juvénile qu'elle écoutait les nouvelles favorables à notre cause, mais aussi avec l'indignation d'une femme instruite et bien élevée qu'elle protestait contre les agissements de nos ennemis. C'est elle qui détenait plusieurs de nos brochures de propagande et je me souviens du ravisement avec lequel elle m'accueillait lorsque, après une conférence, je lui annonçais que je les avais toutes vendues et lui apportais la petite somme équivalente. Il y avait

aussi Mme Thelin, qui tricotait toujours tout en étant cependant très attentive à tout ce qui se disait. Il faudrait encore rappeler Mme Feyer, Mme Hausmann, Mme Friedli, Mme Pelet, Mme Béanger, Mme Favre-Vuagniaux, Mme Franrié-Benoit, Mme Piquet-Truan, Mme Raccaud, Mme Pittet, Mme Mayor et plus tard Mme Pache, Mme Bovet et Mme Bonard, sans compter M. Maurice Veillard et M. Béranger, le Dr. Machon, et celui qui vous parle, ainsi que celles et ceux qui j'ai peut-être oublié de mentionner, ce dont je m'excuse à tout hasard. Notez qu'il ne s'agit là que de celles et de ceux qui se sont assis autour de la table de Mme Nicodet. Le rôle de cette dernière et celui de sa maison ont été si importants que Mme Dutoit déclarait volontiers qu'il faudrait faire appliquer une plaque commémorative sur sa demeure le jour où le suffrage féminin nous serait accordé.

Pendant des années, nous avons fait, je crois, un bon ouvrage, une petite besogne de propagande qui n'a pas été inutile : nous avons travaillé avec enthousiasme à une cause plutôt intégrée par le fait de son rendement modeste, mais nous l'avons fait avec énergie et conviction et je crois que nous avons obtenu quelque chose finalement, et gagné petit à petit à nos idées un grand nombre de personnes qui ne sont sans doute pas des militantes, mais qui ont reconnu la justesse de nos arguments. Notre Comité prépare alors sans se lasser des conférences ; il est à l'affût de tout ce qui s'écrit en faveur de nos idées et de tout ce qui nous est opposé pour le réfuter. C'est ainsi que je me souviens d'une polémique, d'ailleurs fort courte, que j'eus à soutenir dans la *Gazette de Lausanne* avec Mme Pradez, la très



Pourquoi les femmes travaillent-elles ?

(Suite de la 1^{re} page)

Les charges ainsi assumées sont, au salaire net, touchées dans la proportion suivante :

| | |
|------------------|-------------------|
| 26 cas | 0 à 5 % |
| 23 » | 6 à 10 % |
| 37 » | 11 à 20 % |
| 35 » | 21 à 30 % |
| 23 » | 31 à 40 % |
| 16 » | 41 à 50 % |
| 2 » | 51 à 60 % |
| 3 » | au dessus de 60 % |

Ces chiffres montrent que le 1/4 des personnes ayant répondu à l'enquête donnent à d'autres plus du 20 % de leur traitement. Il faut lire les détails commentant ces réponses pour se rendre compte de l'œuvre ainsi accomplie par ces femmes, dont la plupart entretiennent des parents âgés, ou incapables de travailler, ou des frères et des sœurs en bas âge, ou chômeurs, ou faisant des études, ou encore malades, invalides, ou en apprenant ou ne gagnant pas suffisamment.

25 % des réponses seulement n'indiquent pas de charges personnelles volontairement assumées. Ajoutons encore à cela les cotisations et les participations de tout ordre à des œuvres sociales, dont 197 réponses seulement indiquent le montant, ceci sans parler de l'aide personnellement apportée à ces œuvres, à des remplacements pour service militaire, à un surcroît de travail causé par la guerre et le plus souvent effectué sans rétribution.

* * *

75 % de ces questionnaires ont été remplis en bonne et due forme. Peut-on conclure qu'il est de même pour le 100 % des réponses reçues ? A considérer les réticences montrées par certaines de ces réponses, l'on comprend que nombre de ces femmes n'ont pas voulu déclarer jusqu'à quel point elles soutiennent des membres de leur famille; aussi ceci considéré, nous pouvons tranquillement affirmer que le résultat du 75 % des questionnaires est le même pour tous. L'on peut donc dire que 59 % des institutrices bernoises pourvoient dans une proportion notable à l'entretien d'autres personnes qu'elles-mêmes, et ceci en touchant un salaire moindre que celui de leurs collègues masculins.

Ce tableau donne une idée claire de ce que fournit la « femme seule » à notre époque. Il dévoile en même temps quelques aspects de la situation économique de la femme qui travaille, touche des problèmes délicats qu'il faudra résoudre tôt ou tard.

Toutes ces femmes en effet travaillent simplement pour vivre, et non pour se payer des atours, enlevant aux hommes un travail



le choix pour toutes les bourses
Buisson-Paisant
3, rue du Rhône - Genève

GRANDE MAISON DE BLANC - NOUVEAUTÉS

Appel de la Section suisse de la Ligue internationale pour l'Education nouvelle

Aux éducateurs suisses,

Les souffrances de quatre années de luttes sanglantes,

Le sort de milliers d'enfants orphelins, abandonnés, morts de faim ou tués,

L'avenir d'une génération innocente, crucifiée dans sa jeunesse nous obligent à mesurer nos responsabilités et à prendre conscience du privilège immérité que nous avons de poursuivre nos travaux dans la paix. D'impermissibles obligations en découlent pour chacun de nous.

1. Le chaos actuel n'a pas uniquement ses causes dans les conflits d'ordre économique et politique; elles sont aussi d'ordre psychologique et moral.

2. Quelle que soit l'issue de la guerre, les conditions générales de la vie se modifientront dans notre pays; nous devons nous y préparer.

3. L'histoire montre que les progrès de la démocratie et ceux de l'éducation sont étroitement liés. La démocratie est la seule forme de l'Etat qui respecte la liberté intérieure des éducateurs et des enfants. Les destinées de la démocratie doivent donc être notre préoccupation principale.

4. Les principes qui sont à la base de notre éducation nationale et sur lesquels repose la défense spirituelle du pays n'ont pas à être changés: nous réaffirmons notre foi en une éducation respectueuse de la personne humaine conçue comme une libération gra-



Papiers Peints DUMONT
19 Bd HELVETIQUE

A La Halle aux Chaussures

Maison fondée en 1870
Mme Yve L. MENZONE
Solidité - Elegance
5 % escompte en tickets jaunes
17, Cours de Rive, Angle Boulevard Helvétique, 30

Que les fleurs de Hirt sont donc belles !
4, rue de la Fontaine Tél. 5.01.60

assistance-chômage à verser à la femme sans travail. La femme ayant droit à la vie n'a pas la place d'un homme tant qu'elle travaille pour vivre et faire vivre.

M. FOLLY.

L'Union suisse des Institutrices...

...dont notre dernier numéro, à l'occasion du cinquantième anniversaire de cette Association, a montré la belle « Maison des Institutrices » vient de célébrer à Berne par une fête toute spéciale la date de sa fondation. La salle toute nouvellement restaurée du Grand Conseil lui avait ouvert ses portes, nos institutrices se trouvant de ce fait le premier groupement féminin à siéger dans cette enceinte, depuis qu'architectes, peintres et ensembliers l'ont remise dans sa nouvelle paure aux mains des autorités !

Après un discours de bienvenue de la présidente, Mme Emma Eichenberger (Zürich), Mme Olga Meyer, la rédactrice actuelle du *Journal des Institutrices suisses*, prit la parole pour évoquer la fondation, puis le développement et l'essor de l'Association. C'est en effet 70 maîtresses d'école seulement qui se réunirent à Berne en décembre 1893 pour en jeter les bases, alors que maintenant l'effectif des membres atteint si ce n'est dépassé 1400 ! Et dès la première année fut lancée l'idée de créer cette Maison des Institutrices, pour laquelle tant d'argent fut rassemblé par de toutes petites sommes, moins même par la patiente récolte de papier d'étain et de timbres usagés ! S'il est un cas où l'on peut dire que les petits ruisseaux font les grandes rivières, c'est bien celui-ci, lorsque l'on contemple le vaste et confortable édifice construit entre parc et jardin, à mi-chemin entre Berne et Muri. D'autres créations suivirent, tels le Bureau de placement fondé par la Section de Bâle, puis le Fonds, qui porte le nom cher au cœur, non seulement de toute institutrice suisse, mais aussi de toute suffragiste, d'Emma Graf (1865-1926), Fonds destiné à permettre à de jeunes institutrices de se perfectionner dans des connaissances générales en attendant leur nomination définitive. Et la tâche à laquelle l'Association s'attellera si-tôt après la guerre sera de prévenir le chômage dont peuvent tant souffrir certains de ses membres.

De nombreux discours suivirent cet exposé, parmi lesquels il faut surtout citer celui du professeur Martin Schmid (Coire) sur le sujet *Nos tâches aujourd'hui et demain*, en montrant de façon encourageante la nécessité de la collaboration entre l'enseignement primaire et secondaire. Le gouvernement bernois était officiellement représenté, de même que l'Association-membre, l'Union suisse des Institutrices, et de nombreuses Sociétés féminines, parmi lesquelles il faut citer les Sociétés de gymnastique, les maîtresses d'école enfantine, l'Alliance de Sociétés féminines, l'Association suisse pour le Suffrage, etc., etc. Avec elles nous disons longue vie et plein succès à celles qui tiennent une place si importante dans l'avenir de notre pays par tout ce qu'elles accomplissent en faveur de la génération qui monte ! M. F.

Autour du service civil féminin suisse

Mme de Rham, présidente de la Section de Genève du S. C. F. S. nous prie de rectifier deux erreurs qui se sont glissées dans l'article qu'elle a bien voulu nous donner sur le Service civil féminin genevois. En effet, ce n'est pas seulement à des jeunes femmes et des jeunes filles auxquelles il est fait appel, pour les « Aides de quartiers », mais à toutes les femmes de bonne volonté, sans limite d'âge, dont l'expérience peut être de la plus grande utilité pour l'aide à la population en cas de bombardement. Rappelons à ce propos que l'on trouve des formulaires d'inscription dans les kiosques et magasins de l'Agence Naville, et joignons encore une fois notre appel à celui qui a déjà été lancé par la presse quotidienne.

D'autre part, c'est par erreur que nous avons indiqué le nom de Mme M. Turrettini, 8, rue Beauregard, comme chef de l'organisation saitaire: c'est celui de Mme Maurice Turrettini, qu'il faut lire. Même adresse.

distinguée femme de lettres et romancière, qui considérait le rôle de la femme comme devant être celui d'Egérie de l'homme, travaillant dans les coulisses, mais sans avoir le droit d'affirmer sa personnalité autrement et ouvertement. Chose curieuse, il a souvent remarqué que les femmes dites supérieures, et en particulier les femmes de lettres, sont volontiers opposées au suffrage féminin et à l'octroi de droits égaux à ceux de l'homme. Je rappelle à ce propos la conférence antiféministe de Mme Ferrero-Lombroso sur *l'Amie de la Femme*. Celles d'entre vous qui ont lu ce livre d'une femme qui est docteur en médecine, en droit et en philosophie, se rappelleront sans doute qu'après une étude psychologique très fouillée de la femme, à qui elle reconnaît beaucoup de qualités et même un sens politique plus affiné que celui de l'homme, elle conclut en affirmant qu'il faut se garder de donner à la femme les droits politiques, mais lui laisser seulement le droit de souffrir à l'homme sa ligne de conduite. Cette contradiction évidente, cet illogisme furent relevés comme il convenait après sa conférence, en particulier par Mme Dutoit et le tout donna lieu à quelques articles de polémique dans *La Revue* où Mme Suzanne Besson, notre grande ennemie d'alors, crut devoir intervenir en faveur de Mme Ferrero.

Ce fut là une des rares occasions où il nous fut donné de pouvoir croiser le fer avec nos contradicteurs ou nos adversaires qui, en général, se débrouillent lorsque nous leur offrîmes une séance contradictoire. Rappelons à ce propos que c'est en 1919 que Mme Besson avait convoqué un grand meeting antisuffragiste d'où furent énergiquement expulsées quelques-unes de nos adép-

tes qui s'y étaient glissées pour se renseigner. Beaucoup plus tard, à l'occasion d'une conférence contradictoire à Aubonne, le Dr. Machon, qui s'était permis de parler en faveur du suffrage féminin, fut assez malmené; et enfin à Cully, où il se trouvait avec cinq ou six personnes seulement, il fut définitivement expulsé et l'on fit prévoir le même sort à tous ceux ou celles qui se permettraient d'assister aux séances de la Ligue antiféministe qui, désormais, ne seraient plus contradictoires. Nous étumes cependant plus tard, l'occasion, Mme Gourd et moi, et l'honneur de croire le fer une fois à Lutry, avec l'ennemie acharnée du suffrage féminin, sans autre incident. Il est vrai que c'était après une conférence de Mme Gourd, où Mme Besson apparut tout à coup seule et ouvrit les feux avec une certaine crânerie. Je possède encore toute une correspondance échangée avec cette aimable personne.

Dans une conférence contradictoire organisée par la section de Vevey, nous avons également eu l'occasion de discuter courtoisement et tranquillement avec nos adversaires, moins Mme Besson il est vrai, et je me souviens en particulier de l'idée baroque émise par un excellent pasteur qui pensait arranger les choses et réconcilier amis et ennemis du suffrage, en proposant de séparer les sexes lors des votations ! Il pensait sans doute que la promiscuité des sexes dans ces occasions aurait quelque chose d'immoral ! Enfin, dans un salon de Vevey où l'on avait réuni un brillant auditoire, M. Kebedy crut devoir, un jour, reprendre les arguments antiféministes de Mme Besson, et Mme Gourd et moi, nous fûmes fortement blâmés par lui pour en avoir démontré l'inanité. C'est à cela que se bor-

nèrent nos réunions contradictoires !

... Je devrais mentionner ici une enquête intéressante du *Mouvement Féministe* en 1915 (mars et avril), pendant la guerre. La question posée était celle-ci: *La guerre actuelle est-elle favorable au développement du féminisme ?*

Les réponses nombreuses furent en partie optimistes (Sensine, Benj. Vallotton, Mme Dutoit, entre autres), voire même très optimistes. Elles partaient du point de vue que les femmes faisaient preuve de tant de capacités et de tant de dévouement que les hommes sauraient le reconnaître et qu'ainsi, plusieurs des arguments sur l'inégalité de la femme devraient nécessairement tomber. D'autres émettent des doutes, ainsi Frank Thomas qui était un féministe et un suffragiste convaincu et qui ajoutait à sa réponse, cette charmante réflexion en faveur du suffrage féminin: « L'oiseau pour voler vers le ciel, a besoin de ses deux ailes; quand il ne vole que sur une aile, il se traîne bien plus qu'il ne vole ». Les pessimistes, assez nombreux par contre, voyant dans la guerre une régression de la civilisation, déclanchant toutes les brutalités, rendant souvent la femme elle-même belliqueuse, ne sauraient pas en espérer un avancement du féminisme, d'autant plus que l'homme qui se bat devient pour beaucoup de femmes un héros et un être très admiré et admirable et que, d'autre part, il trouve tout naturel de demander à la femme de faire beaucoup dans le rôle secondaire qu'elle possède. Il est certain d'ailleurs que les optimistes ont eu raison, puisqu'à la suite de la guerre, une régression de la civilisation, déclanchant toutes les brutalités, rendant souvent la femme elle-même belliqueuse, ne sauraient pas en espérer un avancement du féminisme, d'autant plus que l'homme qui se bat devient pour beaucoup de femmes un héros et un être très admiré et admirable et que, d'autre part, il trouve tout naturel de demander à la femme de faire beaucoup dans le rôle secondaire qu'elle possède.

Dr. M. MURET.